

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ARRETES DU MAIRE - Administration générale

JUIN 2019

ARR_2019_159	Concession_15 ans_F45_DEZE	1
ARR_2019_160	Concession_15 ans_F8_DUPEUX	2
ARR_2019_161	Concession_30 ans_F9_BILLARD	3
ARR_2019_162	Concession_15 ans_D197_MACE	4
ARR_2019_163	CESSATION DE FONCTION DE MME MAKIATH DAMALA SUR LA REGIE UNIQUE ET PRECISIONS POUR LES AUTRES AGENTS DE GUICHET DU SERVICE JEUNESSE	5-6
ARR_2019_164	NOMINATION DE MME FABIENNE RENAUD REGISSEUR DE LA REGIE D'AVANCES ACCUEIL JEUNES-CESSATION DE FONCTIONS DE MME MAKIATH DAMALA-NOMINATION DE MRS LEDUC, SAHBI, LAMBLIN ET SIRUGUE SUPLEANTS	7-8
ARR_2019_165	NOMINATION_COORDONNATEUR_COMMUNAL_ RECENSEMENT_POPULATION_2020	9-10
ARR_2019_166	AOTDB_ELEMENTAIRE_LES_GRANDS_CRUS_28.06.2019	11-12
ARR_2019_167	AOTDB_WISLA_KRAKOWIAK_01.12.2019	13-14
ARR_2019_168	AOTDB_ATHLETIC_CLUB_CHENOVE_29.06.2019	15-16
ARR_2019_169	Concession_15 ans_N 255_BENAOUDA	17
ARR_2019_170	Concession_15 ans_J 120_POITREAU	18
ARR_2019_171	Concession_15 ans_H 102_CHEVILLARD	19
ARR_2019_172	Concession_15 ans_R 85_BARBEY	20

ARR_2019_173	FERMETURE DES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES PUBLIQUES_LE 27.06.19 APRES-MIDI ET LE 28.06.2019 TOUTE LA JOURNEE	21
ARR_2019_174	RÈGLEMENTATION DU COUVRE-FEU DES MINEURS DE MOINS DE 18 ANS	22-24

N°ARR_2019_159

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Maryse DEZE** domiciliée **1 E rue du 26ème Dragons 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille JACQUOT**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession F 45 de 15 années,**
- **à compter du 19/11/2017 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6290 du 22/03/2019 et expirant le 19/11/2032.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **210 € (deux cent dix euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **10/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Briditte POPARD**
Date : **03/06/2019**
Qualité : **1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports**

N°ARR_2019_160

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Monsieur René DUPEUX** domicilié **5 boulevard Maréchal de Lattre de Tassigny 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille DUPEUX**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession F 8 de 15 années,**
- **à compter du 06/05/2019 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6293 du 05/04/2019 et expirant le 06/05/2034.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **10/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Brigitte POPARD**
Date : **03/06/2019**
Qualité : **1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports**

N°ARR_2019_161

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Cathy LAMBRINIDIS, Mandataire Judiciaire à la protection des Majeurs**, domiciliée **BP 62935 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BILLARD**.

ARRÊTEArticle 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession F 9 de 30 années,**
- **à compter du 18/04/2019 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6301 du 03/05/2019 et expirant le 18/04/2049.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **528 € (cinq cent vingt huit euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **10/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Brigitte POPARD

Date : 03/06/2019

Qualité : 1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports

N°ARR_2019_162

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Dominique MACÉ** domiciliée **3 rue du Champ au Puits 21600 LONGVIC**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BOURDON**.

ARRÊTE

Article 1 :

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession D 197 de 15 années,**
- **à compter du 20/01/2004 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6296 du 19/04/2019 et expirant le 20/01/2019.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **25/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Brigitte POPARD**
Date : **03/06/2019**
Qualité : **1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports**

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu l'arrêté n° 119 du 14 septembre 2011 portant création d'une régie de recettes « Régie Unique » auprès de la Direction des Finances de la commune de Chenôve, modifié par les arrêtés n° 62 du 30 janvier 2012, n° 192 du 8 juin 2012, n° 118 du 20 mai 2015, n° 375 du 5 octobre 2016, n° 134 du 31 août 2017, n° 164 du 29 septembre 2017 et les décisions n° DEC_2018_16 du 9 juillet 2018 et n° DEC_2019_15 du 30 avril 2019,
Vu l'arrêté n° 63 du 30 janvier 2012, nommant Madame Makiath DAMALA et Monsieur Frédéric LEDUC mandataires « agent de guichet »,
Vu l'arrêté n° ARR_2017_133 du 31 août 2017 nommant Madame Fabienne RENAUD, Messieurs Hervé SIRUGUE et Sébastien LAMBLIN mandataires « agent de guichet »,
Vu l'arrêté n° ARR_2018_155 du 5 juin 2018 nommant Monsieur Fawzi SABHI mandataire « agent de guichet »,
Vu l'avis conforme du régisseur et du mandataire suppléant en date du 22 mai 2019,
Vu l'avis conforme du comptable public en date du 27 mai 2019,

ARRÊTE**Article 1 :**

A compter du 17 juin 2019, Madame Makiath DAMALA cesse ses fonctions de mandataire « agent de guichet », pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes « Régie Unique ».

Article 2 :

Madame Fabienne RENAUD, Messieurs Frédéric LEDUC, Hervé SIRUGUE, Sébastien LAMBLIN et Fawzi SABHI précédemment nommés mandataires « agent de guichet » conservent leur fonction de mandataires « agent de guichet » pour le compte et sous la responsabilité du régisseur de la régie de recettes « Régie Unique », avec pour mission d'encaisser exclusivement, à compter du 17 juin 2019 :

- les adhésions et participations aux activités du service Jeunesse,

dans le respect des dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci, et sur le nouveau site du Service Jeunesse, au 11 bis rue Armand Thibaut.

Article 3 :

Les mandataires « agent de guichet » ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés ci-dessus, sous peine d'être constitués comptables de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code Pénal.

Ils doivent les encaisser selon les modes de recouvrement prévus par l'acte constitutif de la régie, à l'exception de la carte bancaire et des CESU.

Article 3 :

Les mandataires sont tenus d'appliquer les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006.

Fait à CHENÔVE, le 28 mai 2019

Pour le Maire,
L' Adjoint délégué,
Bernard BUIGUES



Le Régisseur titulaire,
Nadine BRAULT

Vu pour acceptation

Le mandataire, agent de guichet sortant,
Makiath DAMALA

Vu pour acceptation

Le mandataire, agent de guichet,
Frédéric LEDUC

Vu pour acceptation

Le mandataire, agent de guichet,
Sébastien LAMBLIN

Vu pour Acceptation

Le mandataire suppléant,
Aurélie LUCAS

Vu pour acceptation

Le mandataire agent de guichet,
Fabienne RENAUD

Vu pour acceptation

Le mandataire agent de guichet,
Hervé SIRUGUE

Vu pour acceptation

Le mandataire agent de guichet,
Fawzi SABHI

Vu pour acceptation

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu l'arrêté n° 60 en date du 30 janvier 2012 instituant une régie d'avances « Accueil Jeunes » auprès du service Jeunesse, modifié par les arrêtés n° 6 du 30 juin 2014, n° ARR_137 du 31 août 2017 et la décision n° DEC_2019_24 du 29 mai 2019,
Vu l'arrêté n° 61 du 30 janvier 2012 nommant Monsieur Frédéric LEDUC mandataire suppléant,
Vu l'arrêté n° ARR_2018_153 du 7 juin 2018 nommant Monsieur Fawzi SABHI mandataire suppléant,
Vu l'avis conforme du Comptable public en date du 22 mai 2019,

ARRÊTE

Article 1 :

A compter du 17 juin 2019, Madame Fabienne RENAUD est nommée régisseur titulaire de la régie d'avances «Jeunesse», en remplacement de Madame Makiath DAMALA qui cesse ses fonctions, et avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Article 2 :

En cas d'absence pour maladie, congé ou tout autre empêchement exceptionnel, Madame Fabienne RENAUD sera remplacée par Messieurs Frédéric LEDUC et Fawzi SABHI précédemment nommés mandataires suppléants, ainsi que par Messieurs Sébastien LAMBLIN et Hervé SIRUGUE.

Article 3 :

Madame Fabienne RENAUD n'est pas astreinte à constituer un cautionnement.

Article 4 :

Madame Fabienne RENAUD percevra une indemnité de responsabilité selon la réglementation en vigueur.

Article 5 :

Messieurs Frédéric LEDUC, Fawzi SABHI, Sébastien LAMBLIN et Hervé SIRUGUE percevront une indemnité de responsabilité pour la période durant laquelle ils assureront effectivement le fonctionnement de la régie.

Article 6 :

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont, conformément à la réglementation en vigueur, personnellement et pécuniairement responsables de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'ils ont reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'ils ont éventuellement effectués.

Article 7 :

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants ne doivent pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code Pénal.

Article 8 :

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus de présenter leurs registres comptables, leurs fonds et leurs formules de valeurs inactives aux agents de contrôle qualifiés

Article 9 :

Le régisseur titulaire et les mandataires suppléants sont tenus d'appliquer chacun en ce qui le concerne, les dispositions de l'instruction interministérielle n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle des régies des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Fait à CHENÔVE, le 5 juin 2019

Le Comptable public,
Isabelle GUILLEAUME



Le Régisseur titulaire,
Fabienne RENAUD

Vu pour Acceptation
[Signature]

Le mandataire suppléant,
Frédéric LEDUC
Vu pour acceptation

[Signature]

Le mandataire suppléant,
Hervé SIRUGUE
Vu pour acceptation

Pour le Maire,
L' Adjoint délégué,
Bernard BUIGUES



[Signature]

Le régisseur sortant,
Makiath DAMALA

Vu pour acceptation
[Signature]

Le mandataire suppléant,
Fawzi SAHBI
Vu pour acceptation

[Signature]

Le mandataire suppléant,
Sébastien LAMBLIN

Vu pour Acceptation
[Signature]

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités locales,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
Vu la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques,
Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée sur l'informatique, les fichiers et les libertés,
Vu l'arrêté ministériel du 19 juillet 2000, modifié par l'arrêté ministériel du 9 octobre 2002 (notamment son article 1er),
Vu la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité (notamment son titre V, articles 156 à 158),
Vu le décret en Conseil d'État n° 2003-485 du 5 juin 2003 modifié définissant les modalités d'application du titre V de la loi n° 2002-276,
Vu le décret n° 2003-561 du 23 juin 2003 modifié portant répartition des communes pour les besoins du recensement de la population,
Vu l'arrêté du 5 août 2003 portant application des articles 23 et 24 du décret n° 2003-485,

ARRÊTE

Article 1 :

Est nommé en qualité de coordonnateur communal de l'enquête de recensement pour l'année 2020 : **Monsieur Normann CHEVRIER**.
Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.
Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Article 2 :

Le coordonnateur communal est assisté dans ses fonctions par l'agent municipal suivant : **Madame Catherine DENDEN** en tant que coordonnateur suppléant.
Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Article 3 :

Est nommé en qualité de correspondant du répertoire d'immeubles localisés pour l'année 2020 : **Monsieur Normann CHEVRIER**.
Ses missions sont celles définies par les décrets et l'arrêté susvisés.
Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois n° 51-711 et n° 78-17 susvisées.

Article 4 :

Le correspondant du répertoire d'immeubles localisés est assisté dans ses fonctions par l'agent municipal suivant :

Madame Catherine DENDEN en tant que correspondant du répertoire d'immeubles localisés suppléant.

Ses obligations en matière de confidentialité et en matière informatique sont celles définies par les lois N°51-711 et n°78-17 susvisées.

Article 5 :

Monsieur le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés et dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de Côte d'Or,
- Madame la trésorière principale de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : *Thierry FALCONNET*
Date : 12/06/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 28/05/2019 formulée par Madame Nadine QUETIER, directrice de « l'école élémentaire les Grands Crus » par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 28/06/2019 de 17h15 à 21h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

Madame Nadine QUETIER est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat), à l'occasion de « la Fête de l'école » qui aura lieu **le 28/06/2019 de 17h15 à 21h00 dans la cour de l'école élémentaire les Grands Crus, 23 avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen à Chenôve.**

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 20/06/2019
Qualité : 2ème Adjoint délégué à la
tranquillité publique et à la
citoyenneté

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 27/05/2019 formulée par Monsieur Patrice BAUDRY, responsable de **l'association « WISLA KRAKOWIAK »** par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **le 01/12/2019 de 12h00 à 22h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'association WISLA KRAKOWIAK est autorisée à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion d'un « Loto » qui aura lieu **le 01/12/2019 de 12h00 à 22h00 à la salle des Fêtes à Chenôve.**

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 20/06/2019
Qualité : 2ème Adjoint délégué à la
tranquillité publique et à la
citoyenneté

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et L.2212-2 relatifs à la compétence du maire en matière de police municipale,
Vu le Code de la santé publique et notamment ses articles L.3334-1, L.3334-2 et L.3335-4 relatifs aux débits de boissons temporaires,
Vu l'arrêté préfectoral du 16 février 2017 portant réglementation de la police des débits de boissons de la Côte d'Or,
Vu la demande du 22/05/2019 formulée par Monsieur Christian GARNIER, responsable de l'association « **Athlétic Club Chenôve** » par laquelle l'intéressé sollicite l'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons **du 29/06/2019 à 16h00 au 30/06/2019 à 01h00**,

ARRÊTE**Article 1 :**

L'Athlétic Club Chenôve est autorisé à distribuer et vendre des boissons du premier groupe (boissons sans alcool : eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat) et du troisième groupe (boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur), à l'occasion du « Trail de l'été » qui aura lieu **du 29/06/2019 à 16h00 au 30/06/2019 à 01h00 sur le parking situé chemin de la Combe Trouhaude à Chenôve.**

Article 2 :

Le nombre d'autorisations temporaires de débits de boissons par année civile est limité au nombre de 5 par association.

Article 3 :

Les exploitants des débits de boissons doivent veiller, par tous moyens à leur convenance, à éviter tous bruits susceptibles de gêner le voisinage.

Article 4 :

La vente de boissons alcooliques à des mineurs est interdite. L'offre de ces boissons à titre gratuit à des mineurs est également interdite dans les débits de boissons et notamment les lieux publics.

Article 5 :

Le présent arrêté fait l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la commune de CHENÔVE.

Article 6 :

Ampliation du présent arrêté sera notifiée aux intéressés et transmis, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale,
- Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Patrick AUDARD
Date : 20/06/2019
Qualité : 2ème Adjoint délégué à la
tranquillité publique et à la
citoyenneté

N°ARR_2019_169

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Ali BENAOUA** domicilié **92 rue Maxime Guillot 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BENAOUA**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession N 255 de 15 années,**
- **à compter du 01/06/2019 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6295 du 09/04/2019 et expirant le 01/06/2034.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **12/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Brigitte POPARD**
Date : **24/06/2019**
Qualité : **1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports**

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire,

Vu la demande présentée par **Madame Jacqueline POITREAU** domiciliée **92 boulevard Delescluze 83200 TOULON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille POITREAU**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession J 120 de 15 années,**
- **à compter du 22/02/2019 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement n° 6281 du 28/02/2019 et expirant le 22/02/2034.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **25/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Brigitte POPARD**
Date : **24/06/2019**
Qualité : **1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports**

N°ARR_2019_171**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Madame Martine CHEVILLARD** domiciliée **7 rue Albert et André Claudot 21000 DIJON**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille CHEVILLARD**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession H 102 de 15 années,**
- **à compter du 03/02/2021 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Renouvellement Anticipé n° 6294 du 08/04/2019 et expirant le 03/02/2036.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **10/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Brigitte POPARD**
Date : **24/06/2019**
Qualité : **1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports**

N°ARR_2019_172

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu la demande présentée par **Monsieur Jean-Claude BARBEY** domicilié **11 B avenue des Droits de l'Homme et du Citoyen 21300 CHENOVE**, et tendant à obtenir une concession dans le cimetière communal à l'effet d'y fonder la sépulture de **la famille BARBEY**.

ARRÊTE**Article 1 :**

Il est accordé, dans le cimetière communal, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de fonder la sépulture familiale indiquée :

- **la concession R 85 de 15 années,**
- **à compter du 19/03/2019 de 2 mètres carrés superficiels.**

Article 2 :

Cette concession est accordée à titre de :

- **Achat n° 6289 du 19/03/2019 et expirant le 19/03/2034.**

Article 3 :

La concession est accordée moyennant la somme totale de **215 € (deux cent quinze euros)** qui a été versée dans la caisse du receveur municipal suivant quittance n° **P 503** du **10/04/2019**.

Article 4 :

Ampliation du présent arrêt sera notifiée au titulaire de la concession et transmise pour exécution à Monsieur le Directeur Général.

Il sera en outre transmis à Monsieur le Préfet de la Côte d'Or ainsi qu'au receveur municipal.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : **Brigitte POPARD**
Date : **24/06/2019**
Qualité : **1ère Adjointe déléguée aux affaires générales, à la jeunesse et aux sports**

N°ARR_2019_173**ARRÊTÉ DU MAIRE****Le Maire,**

Vu les articles L.2212-2 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'alerte canicule vigilance orange de météo France en date du 26 juin 2019 portant sur les départements de la région Bourgogne-Franche-Comté,
Vu le niveau 3 du plan canicule activé par la Préfecture de la Côte-d'Or,

Considérant les risques sur la santé et notamment pour les publics vulnérables,
Considérant les demandes exprimées par les équipes enseignantes,
Considérant le principe de précaution,

ARRÊTE**Article 1 :**

En raison de l'alerte canicule, est prononcée la fermeture exceptionnelle des écoles maternelles et élémentaires publiques le jeudi 27 juin 2019 après-midi et le vendredi 28 juin 2019 toute la journée. Aucun service périscolaire ou minimum ne sera assuré le vendredi 28 juin 2019.

Article 2 :

Monsieur le Maire de Chenôve, Monsieur le Directeur Général des Services, la Direction de l'Education et la Police municipale seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

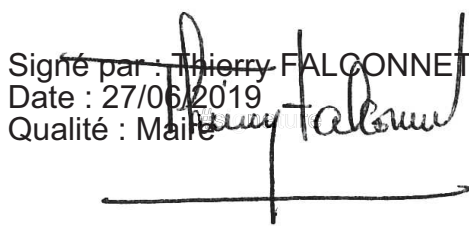
Article 3 :

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de la Côte d'Or,
- Madame la Directrice Académique des Services de l'Education Nationale,
- Monsieur l'Inspecteur de l'Education Nationale de la circonscription de Chenôve.

Fait à CHENÔVE,



Signé par :  **FALCONNET**
Date : 27/06/2019
Qualité : Maire

ARRÊTÉ DU MAIRE**Le Maire,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles, L.2212-1, L.2212-2, L.2214-3 et L.2122-24 relatifs aux pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code pénal et son article R.610-5,
Vu le Code de procédure pénale, et notamment son article 40,

Considérant que la ville de Chenôve, et plus particulièrement le quartier du Mail, subit depuis le début du mois de juin 2019 des violences urbaines, dont l'acuité s'est encore renforcée ces jours derniers, tels que des incendies de bâtiments publics, de véhicules et de poubelles,

Considérant que des mineurs de plus en plus jeunes sont associés dans les événements susvisés, et la nécessité de prévenir cette implication,

Considérant que la loi place ces mineurs sous la responsabilité de leurs parents et, en cas de carence du devoir de surveillance incombant à ceux-ci, se trouvent par voie de conséquence en risque de s'associer à des actes portant atteinte à la tranquillité publique,

Considérant que la circulation des mineurs de moins de 18 ans, la nuit sans accompagnement, présente un risque grave pour leur propre sécurité, la sécurité des personnes et biens, et la tranquillité publique,

Considérant que pour des raisons d'ordre, de sécurité et de tranquillité publics, et de protection de la jeunesse, il y a lieu de fixer, par voie réglementaire, les dispositions applicables relatives à la circulation des mineurs sur certains secteurs du territoire de la commune,

ARRÊTE**Article 1 :**

À compter du 29 juin 2019 et jusqu'au 14 juillet 2019 inclus, tout mineur de moins de 18 ans ne pourra, sans être accompagné de l'un de ses parents ou d'un représentant légal, circuler de 22 heures à 6 heures sur une partie limitée du territoire, dont le plan figure en annexe au présent arrêté.

Les voies délimitant le périmètre d'application de l'arrêté sont incluses dans lesdits périmètres.

Article 2 :

En cas d'urgence ou de danger immédiat pour lui ou pour autrui, tout mineur de moins de 18 ans en infraction avec les dispositions de l'article 1^{er} pourra être reconduit à son domicile par les agents de la police nationale ou de la gendarmerie nationale, sans préjudice des sanctions pénales fixées par l'article R.610-5 du Code pénal.

Conformément aux dispositions de l'article 40 de Code de procédure pénale et de celle de l'article 375 du Code civil, l'autorité précédemment visée informera sans délai le procureur de la République de tous faits susceptibles de donner lieu à l'engagement de poursuites ou la saisine du juge des enfants.

Article 3 :

En vertu des dispositions de l'article R.610-5 du Code pénal, la méconnaissance des obligations fixées par le présent arrêté seront punies de l'amende prévue pour les contraventions de la première classe.

Article 4 :

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Dijon dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 :

Ampliation du présent arrêté sera transmise, pour exécution chacun en ce qui le concerne, à Monsieur le Préfet, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Côte-d'Or, Monsieur le chef de la Police municipale et tous agents assermentés, Monsieur le Directeur Général des Services, ainsi qu'aux directeurs ou chefs de services concernés.

Fait à CHENÔVE,



Signé par : Thierry FALCONNET

Date : 29/06/2019

Qualité : Maire

